

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du mardi 9 avril 2024**

Nombre de membres en exercice : 27  
Nombre de présents : 19  
Nombre de votants : 24

Date de la convocation : 29 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le neuf avril à quatorze heures, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

**Présents :**

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-le-Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint Just Luzac), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

**Absents excusés ayant donné un pouvoir :**

Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-le-Chapus) : pouvoir à M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre)

**Absents excusés :**

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-le-Chapus), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint Just Luzac)

**Absents :**

M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

Secrétaire de séance : M. François SERVENT

**Vote des taux de coefficient TASCOM*****Finances***

La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) est due par tous les commerces exploitant une surface de vente au détail dépassant 400 m<sup>2</sup> de surface de vente et qui réalisent au moins 460 000 € de chiffre d'affaires annuel. Son montant varie en fonction du chiffre d'affaires.

La collectivité bénéficiaire peut moduler la taxe par application du produit de TASCOM d'un coefficient multiplicateur compris en 0,8% et 1,2%. Ce coefficient peut évoluer de 0,05 point chaque année. Ce coefficient pourrait être porté à 1,30 si la Communauté de Communes décidait de mettre en place une politique d'abattement en matière de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les « petits commerces » en application de l'article 1388 quinquies C du Code Général des Impôts (CGI).

L'objectif de la collectivité, dans le cadre des réflexions financières et fiscales, est d'atteindre le maximum autorisé, c'est-à-dire 1,20% graduellement sur plusieurs exercices.

	Evolution envisagée			
	2024	2025	2026	2027
Coefficient multiplicateur appliqué	1,05	1,10	1,15	1,20

A ce jour, la Communauté de Communes du Bassin de Marennes applique un coefficient de 1,05% à la TASCOM.

Conformément aux dispositions du Code Général des Impôts, le vote doit intervenir avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année pour une application l'année suivante. Il est proposé au Conseil Communautaire d'appliquer, pour 2025, le coefficient de TASCOM proposé (1,10).

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Après avoir entendu l'exposé du Président, et en avoir délibéré,

#### DECIDE

- De fixer le coefficient de TASCOM à 1,10 pour l'année 2025.

#### ADOpte A LA MAJORITE

Pour : 23

Contre : 1  
(M. Richard GUERIT)

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président  
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance  
François SERVENT



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.